

L'APPRENTI DU MALÉFICE

Il feint de la paix, il réinvente la guerre et il privatise ce qui est public

Bilan de la première année du gouvernement d'Ivan Duque



Foto :Jesús Abad Colorado

Résumé analytique

Bogota, septembre 2019, 472 pages





Résumé analytique

L'apprenti du maléfice. Il feint de la paix, il réinvente la guerre et il privatise ce qui est public, compile des analyses, réflexions, témoignages, chroniques, photographies et caricatures de soixante auteurs et auteurs -des personnes et des organisations-, qui réalisent un bilan de la première année du gouvernement de la légalité, l'entrepreneuriat et l'équité, selon différents points de vue et avec une approche de droits humains.

Un seul but recueille tellement de réflexions et expériences partagés au long de ses 472 pages : offrir fenêtres de réflexion critique à propos du pays où on habite, dont le gouvernement d'Ivan Duque Marquez prétend réinventer la guerre et privatiser ce qui est public, pendant qu'il feint d'être en train de faire la paix. Autour de ce paratexte ils sont articulés les six chapitres qu'il contient le rapport : (1) une analyse de la situation de la Colombie dans le monde (2) une évaluation des facteurs de structuration du régime politique et des pactes contre l'Etat social de droit ; (3) un bilan sur la déconstruction de la paix dans le pays qui inclut l'implémentation de l'Accord de Paix, l'évolution du conflit dans les régions et les négociations avec l'ELN (4) la question par le lieu des droits dans le «Pacte par la Colombie, pacte pour l'équité»² (5) un rigoureux étude à propos de la situation qu'ils affrontent les personnes et les organisations qui travaillent pour la paix et les droits humains en Colombie.

¹ <https://id.presidencia.gov.co/gobierno/presidente-ivan-duque>

² <https://www.dnp.gov.co/Plan-Nacional-de-Desarrollo/Paginas/Bases-del-Plan-Nacional-de-Desarrollo-2018-2022.aspx>

I. Colombie dans le monde

Le contexte politique internationaux de droitisation entraîne un risque imminent de régression en matière de droits humains, ligne dont elle avance la Colombie, quelques fois d'une manière cachée et quelques autres d'une plus manifeste. De même les événements économiques mondiaux, ou les protagonistes sont des grands groupes de pouvoir qui exercent influence sur les plus petits, ils ont des effets dans notre économie domestique.

L'approfondissement de la crise économique-financière déclenchée à l'année 2008 et le retour des Etats Unis à une nouvelle version de protectionnisme autoritaire unidirectionnel en accélérant la concentration des capitaux, les bulles financières et l'augmentation global de l'inégalité, ils ont impacté à la déjà fragile économie colombienne, qui continue en privilégiant un modèle de développement basé sur l'extractivisme.

La conception de politiques publiques qui favorisent des déterminés secteurs de la production, et qui restreignent les garanties de droits, il a levé à une hausse du taux de chômage. Ceci affecte particulièrement aux lignes de l'économie qui génèrent la plupart des postes de travail, ce qui met au pays en face d'un possible et dangereux scénario de ralentissement économique.

L'appui politique et financière au processus de paix par la communauté internationale en général, et par l'Europe en particulier, il a été et continue d'être fondamental pour le mouvement social et de droits humains en Colombie. Au niveau financier, le soutien de l'Union Européenne (UE) et de ses Etats membres il est donné à travers du Fonds Fiduciaire pour la Paix et du Fonds Multi donateurs des Nations Unis. Quant à l'appui politique, plusieurs de pays ont nommé des délégués spéciaux pour surveiller les négociations de paix et ses implémentations.

En mars de cette année, pendant le gouvernement colombien questionnait le travail de la Juridiction Spéciale pour la Paix (JEP), nombreuses d'Ambassades, entre elles La Germanie, La Suède, La Belgique, Le Royaume Uni, La Suisse, Les Pays-Bas et La Norvège, ainsi que la propre UE, ils ont montré son appui à cette juridiction³. Face à ces fermes appuis, le président Duque a commencé une tournée internationale pour défendre les objections que le gouvernement a présenté à la loi qui régule cette juridiction⁴.

Devant les critiques reçues le gouvernement a adopté une attitude de confrontation, probablement de manière temporelle. Comme exemples il y a le manque d'accueil à une visite de très haut niveau de représentants de six agences de l'ONU à Bogota, la négation répétée de n'accepter pas les visites des rapporteurs spéciaux de l'ONU, et la lettre envoyé par la Chancellerie colombienne aux Ambassades en Colombie dont il restreint les visites aux Espaces Territoriaux de Formation et de Réincorporation (ETCR)⁵.

³ Journal El Espectador: "La comunidad internacional, el gran apoyo de la JEP", 16 mars 2019

⁴ Journal télévisé CaracolTV: "Gobierno inicia ofensiva diplomática para defender objeciones a la JEP", 12 mars 2019

⁵ Journal El Espectador: "Molestia en cuerpo diplomático por restricción del Gobierno colombiano para visitar los ETCR", 25 Juin 2019

Pendant ce temps, et donnée la gravité de la crise vénézuélienne, le discours du succès entrepreneurial comme un renfort idéologique qui complémente le discours de l'échec des projets progressistes, il a été impulsé par les droites latino-américaines. Macri et Piñera apparaissent comme des exécutives qui ont du succès et qui renoncent aux ses affaires particuliers pour diriger son pays comme une entreprise. Duque promeut l'innovation technologique come la base de «l'économie orange», et Bolsonaro il se montre comme un militaire avec une carrière couronné de succès. Il n'importe pas que la gestion économique de Macri soit désastreuse, que Piñera soit fameux par ses erreurs, que le poids de l'économie orange soit presque nul au PIB colombien, ou même que la carrière militaire de Bolsonaro ait été si court comme médiocre.

D'autre part, l'actuel gouvernement a démontré une contradiction face aux différents mécanismes internationaux de protection de droits humains. D'un côté, il parle d'ouverture et d'une mise pour le multilatéralisme, mais d'autre il montre une pratique contraire à l'analyse international en droits humaines. Quatre exemples le démontrent: (1) les tentatives d'affaiblissement du Système Interaméricaine de Protection de Droits Humains; (2) le refus à recevoir les Procédures Spéciaux de l'ONU; (3) l'absence de mécanismes participatifs et transparents de surveillance aux recommandations internationales, et (4) l'accomplissement à convenance des décisions internationales en droits humains. De même qu'il est préoccupant qu'au début de septembre 2019 il n'est pas connue la proposition du gouvernement pour rénover la présence en Colombie du Bureau du Haut-Commissariat des Nations Unis pour les Droits Humaines. On craint que dans l'actuel contexte il se prétende couper le mandat d'observation ou surveillance de l'Accord de Paix, ou d'interférer à la désignation de celui qui dirige le Bureau.



II. Le régime: pactes contrae l'état social de droit et difficile construction de futur

Le gouvernement d'Ivan Duque s'est caractérisé, pendant cette première année, par la consolidation d'un pouvoir corporatif, exprimé à la conformation de ses équipes de gouvernement, comme au style de son administration. Il a montré aussi une énorme faiblesse aux relations avec les autres branches du pouvoir public, de manière particulière avec le Législatif, la branche Judiciaire ou avec les partis politiques. De même, le gouvernement a donné carte blanche à l'entreprise privée pour interférer à la définition de la politique publique, comme il est arrivé au cas du bloqué au projet de loi qui prétendait établir des mesures de santé publique pour le contrôle de l'obésité et d'autres maladies non transmissibles, en particulier des maladies cardiovasculaires, cancer, maladies respiratoires chroniques et diabète, à travers de l'étiquetage pour les aliments.

En second lieu, cette première année du gouvernement a importé une profonde crise de représentation de la citoyenneté dans plusieurs régions et territoires. Les partis politiques, inclus ceux de l'opposition, tentent réduire l'action politique au marketing électorale et à la manipulation sociale émotionnelle, et des clientélismes dans le dos de la (ré)construction collective des organisations et programmes publics. Ceci favorise que postures d'extrême droite continuent en promeuvent et en agençant la violence comme instrument de contention des changements sociaux.

En troisième lieu, pendant la première année du gouvernement d'Ivan Duque les rapports de la Haute- Commissariat des Nations Unis pour les Droits Humaines (hcdh), du Rapporteur Spécial de l'ONU sur la situation des défenseures de droits humaines, et de la CIDH, présentés entre le deuxième semestre 2018 et le premier trimestre 2019, ils ont incorporé dans ses observations et recommandations le sujet de l'impunité en Colombie comme un problème historique et au même temps récent, étroitement lié au contexte actuel avec le succès d'une paix stable et durable, la protection des droits humaines et la validité de l'Etat de Droit. En plus, les attaques du Bureau du procureur



à la JEP et l'interférence du président dans le processus d'élection d'un nouveau Fiscal General ils ont mis en évidence un manque d'indépendance dans ce période.

En quatrième lieu, les mouvements sociaux en Colombie ont fait la défense de la vie et du territoire principes recteurs de ses revendications. Les grèves civiques à Buenaventura et Chocó, la proposition de Gardes, les collectifs de femmes et jeunes, ainsi que les Zones de Réserve Paysan, les Territoires Paysans Agroalimentaires, les plans de vie ou le développement durable, entre beaucoup d'autres, ils constituent des actions qui ont à la vie digne un champ d'action si grand qu'ils ne dépendent pas seulement des demandes à l'Etat. Ils sont pratiques qui consolident, simultanément, des formes de vie et des exigences qui espèrent d'être recueillis dans les plans du gouvernement au niveau local et national par des expressions alternatives dont les leaders sont en train de participer.

Aujourd'hui en Colombie on a un tissu social et communautaire territorial et national qui a réussi définir propositions propres et qu'il est plus politisé⁶. Nonobstant, loin de considérer ceci comme une accumulation pour la construction de la démocratie en Colombie ils se sont configurés des discours menaçants, exclusifs et stigmatisants comme réponse de ceux qui sentent que ses intérêts patriarcaux et entrepreneuriaux sont questionnés.



⁶ Ce concept est proposé par l'auteure mexicaine Raquel Gutierrez, qui affirme que plus que mouvements sociaux, il existe tout un tissu communautaire et populaire, qui supère l'exigence des politiques Etat-centriques. Gutierrez, Raquel (2017), Horizontes comunitario-populares. Producción de lo común más allá de las políticas estado-céntricas, Madrid, Traficantes de sueños.

III. Déconstruisant la paix

Le gouvernement a décidé de feindre la paix et de réinventer la guerre, malgré il a reçu un processus de paix en cour basé sur l'Accord avec les FARC-EP, une agenda et table de conversations avec l'ELN et le grand appui et soutien de la communauté international et d'une bonne partie de la société colombienne, il n'a pas accepté que cet Accord est un compromis d'Etat. Au contraire, il a essayé de le faire tomber, en argumentant qu'il se trait d'un accord du gouvernement précédent, et par conséquent ceci n'est pas parti substantiel du projet du Plan National de Développement qu'il a présenté au Congrès.

Même, une partie des partidaires du gouvernement disent qu'ils ne vont pas respecter l'Accord par le triomphe du NO au plébiscite d'octobre 2016 et par le triomphe du candidat du Centre Démocratique avec l'appui de la coalition du NO aux élections présidentielles. De manière spécifique ils rejettent avec véhémence certains points comme la Justice Spécial pour la Paix, la formalisation et distribution de terres et les Circonscriptions Transitoires Spéciales de Paix

Dans un effort systématique ils ont fait du développement légal de l'Accord l'occasion pour le détruire. Il n'a pas été possible de réaliser la réforme politique, la réforme rural intégrale continue en suspens, il n'y a pas budget pour avancer aux programmes consignés dans l'Accord Finale et bien qu'ils n'aient pas eu succès à la réglementation de la Justice Spéciale pour la Paix, ils n'abandonnent pas l'idée de la dénaturer. Les instances de droits humaines et de construction de la mémoire se confient aux personnes avec des discours contraires à la construction de paix. Le statut de l'opposition (fruit de l'Accord de La Havane) est devenu objet de moquerie par les insolences des congressistes membres du parti politique qui gouverne et par le même Chef d'Etat.

Au début de la nouvelle législature le parti du gouvernement a présenté plusieurs des initiatives dirigées à réformer substantiellement la JEP avec la création d'une salle spéciale pour des intégrants de la force publique et d'un système de libertés non lié aux compromis de vérité et réparation. De même qu'il a présenté des projets orientés à fermer les possibilités de négociation politique au futur, et d'autres pour maintenir la détention de terres et ils sont augmenté les gabelles pour la formalisation des grands domaines ruraux

En renommant la construction de paix comme stabilisation, il prétende subordonner les politiques de paix territoriale à la définition de zones et programmes d'intervention intégral avec une approche de sécurité basée sur la présence de la force publique. Pour le faire il a retourné à la négation de l'existence du conflit armé et avec ceci, réduire l'Accord de Paix de manière rhétorique, au désarme et à la réincorporation des FARC, en laissant de côté dans tous les discours l'immense majorité des compromis de l'Accord même.

Il a restructuré et il a donné une nouvelle perspective et des fonctions aux principales institutions pour la construction de la paix comme le Bureau du Haute Commissariat de Paix, le Haute Ministère pour le Post-conflit (maintenant pour la stabilisation) et l'Agence de Rénovation du Territoire, entre autres.

Le président a adopté un double discours, d'un côté il assure que l'Accord est en train de s'accomplir, mais d'autre côté il essaye imposer un agenda différent de réforme rural intégrale, substitution de cultures et attention aux victimes. De cette façon, il resignifie les obligations de l'Accord en disant qu'il compte avec une grande marge d'action, en défaisant les dispositifs prévus dans l'accord et en créant nouveaux mécanismes comme le Plan d'Action Opportune en matière de garanties et de protection de leaders sociaux.

Il a cherché avec résultats partiels de forcer un changement aux priorités de la coopération après du grand appui international obtenu par l'Accord de Paix et des importants fonds destinés par la coopération, même en sujets qui n'ont pas fait partie de son agenda comme le changement climatique.

Par ailleurs, il a freiné l'implémentation normative de l'Accord de Paix pas seulement parce qu'il a laissé d'impulser les projets qu'étaient en démarche, mais parce qu'il n'a pas présenté aucun projet de loi au Congrès dirigé à son implémentation. Nonobstant, il a annoncé un agenda législatif d'implémentation (huit projets de loi et cinq décrets réglementaires) certains d'eux non reliés et encore contraires au même Accord.

Il n'a pas assuré les ressources pour l'implémentation de l'Accord de Paix. Des 37 billions prévus pour ces quatre ans plus d'une troisième partie sont incertains; mais



L'APPRENTI DU MALÉFICE • Il feint de la paix, il réinvente la guerre et il privatise ce qui est public

surtout, les ressources qui dissimulent être destinés pour tel but, ils sont dirigés aux programmes sociaux généraux de l'Etat; de la même manière, ils ont réduit les ressources reçus par les principales institutions créées par l'Accord, c'est le cas du Système Intégral de Vérité, Justice, Réparation et non Répétition et l'Agence de Rénovation du Territoire; aussi, ils n'ont pas spécifié les ressources pour les Plans de Développement Territorial non pour le Programme National Intégral de Substitution de Cultures d'Usage Illicite et Développement Alternatif.

Il a laissé de côté les dispositifs prévus pour la surveillance et vérification de l'Accord de Paix, ainsi que les mécanismes de participation qu'ils ont été créés avec lui, et encore il s'est obstiné à réformer le Système Intégral d'Information pour le Post-conflit, ne pas reconnaître le Plan Cadre d'Implémentation et non faire appel non écouter aux vérificateurs internationaux.

Avec toutes ces conduites le Gouvernement National n'a pas seulement généré incertitude et usure politique, mais il est en train de gaspiller une grande opportunité pour donner un impulse modernisateur au pays dans différents domaines cruciales comme la ruralité, la politique, le narcotrafic et l'attention de millions de victimes.

Il faut rajouter le rôle déterminant qu'ils viennent en reprenant les Forces Militaires pendant ce période. Purgés les commandements engagés avec la paix, elle a retourné la logique basée sur l'efficacité qui a favorisé les faux-positifs, une autre fois on a retourné aux zones de réhabilitation ou de consolidation –désormais appelés Zones Stratégiques d'Intervention Intégrale— et elle a retourné l'aspersion de glyphosate avec sa séquelle de faim et dévastation.

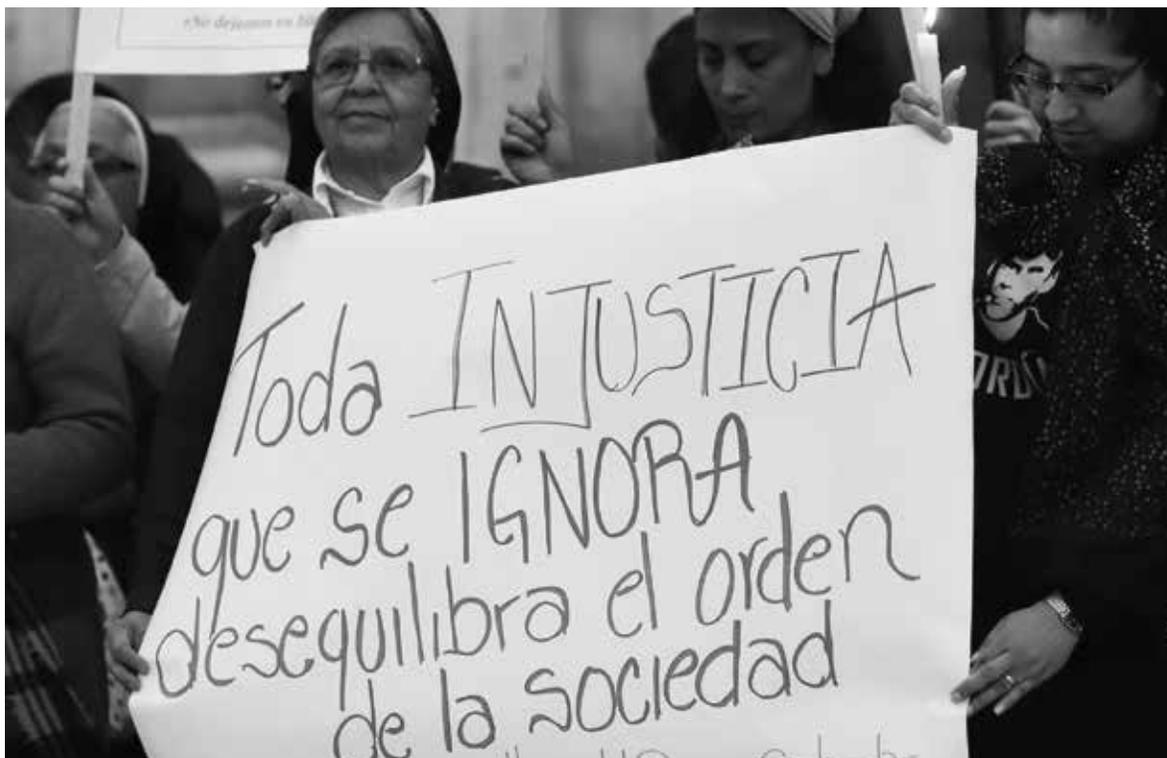
Menú de negacionismo



IV. Pacte pour la Colombie. Pacte sans droits?

Dans cette section ils sont présentés les conséquences des approches et des applications par rapport au caractère autoritaire de l'actuel gouvernement et la dégressivité des droits, son centralisme territorial, et la détérioration de la garantie de droits fondamentaux et collectifs comme la santé, l'alimentation, le travail et l'environnement sain, ainsi que la discrimination de secteurs de population comme les femmes, la population LGBTI, la famille diverse, les enfants, les groupes ethniques, les collecteurs de déchets au grandes villes, entre autres, et la dégressivité imposée à la participation social et communautaire concertant le développement local.

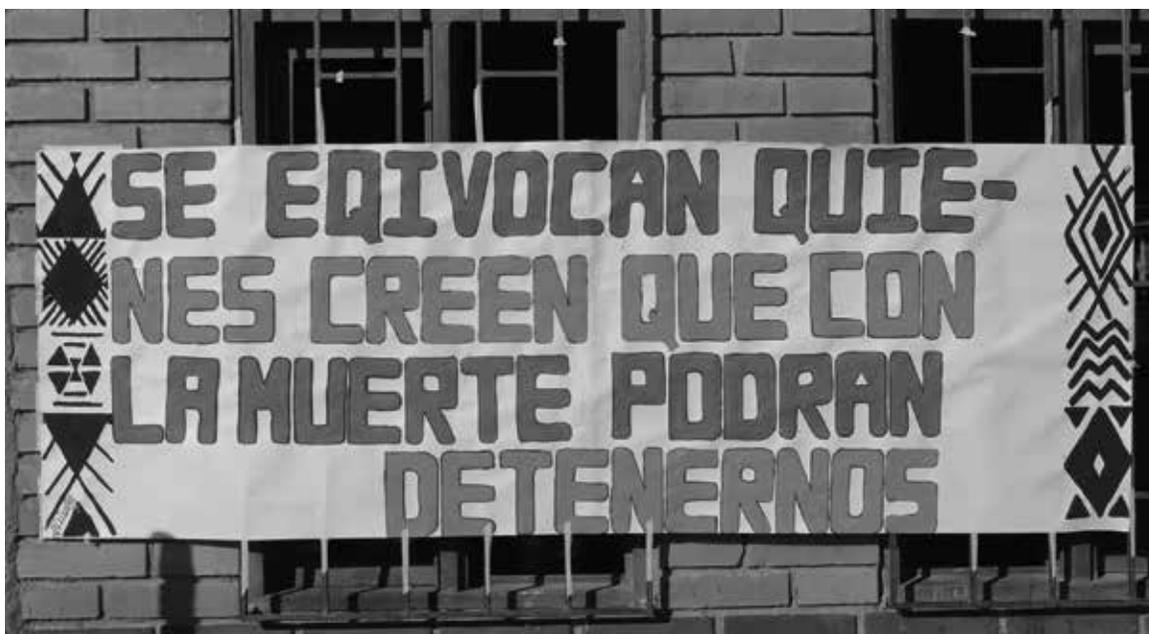
Le Plan National de Développement 2018 – 2022, «Pacte pour la Colombie Pacte pour l'Équité» expédié par le président Ivan Duque Marquez par la sanction de la loi 1955 de 2019, il conçoit les droits humains dès la perspective des garanties du droit à la vie et des conditions générales de légalité et sécurité qui permettent le développement d'activités productives. Il contient des mises dégressifs, comme: (i) un agenda de limitation des libertés individuels comme la dose minimale, le droit à l'interruption volontaire de la grossesse et la protection des droits des couples du même sexe et ses familles; (ii) une seule et réduite approche au concept de famille basé sur une perspective fondamentaliste; (iii) une explication des brèches de genre comme résultat de barrières individuelles d'accès à l'éducation et au marché du travail par les femmes, en ignorant les structures de pouvoir sous-jacents à ses brèches.



V. Participation politique et sociale

Pendant sa campagne présidentielle le candidat Ivan Duque s'était toujours montré comme un futur mandataire conciliateur et disposé au dialogue pour unir la société colombienne au moyen de la profonde polarisation que le pays expérimentait dans cette conjoncture. Nonobstant, après une année de gouvernement, ce qui se remarque c'est la rhétorique présidentielle autour du dialogue et la construction des pactes n'a pas été matérialisé en mises concrètes et en faits convaincants qui démontrent un vrai intérêt à la promotion de la participation. Le solde qui laisse cette première année de gouvernement c'est un très bas niveau de compromis avec le renforcement de la démocratie participative comme base des relations entre l'Etat et les différents secteurs de la société colombienne.

Le Plan National de Développement ne fait pas référence aux politiques pour garantir le droit aux manifestations sociaux, et il propose un objective dans l'axe «participation citoyenne: en promouvant le dialogue, l'inclusion démocratique et la liberté de cultes pour l'équité», qui cherche «garantir la légitimité du dialogue social et la gestion et démarche pacifique des conflits sociaux, à travers de la génération des protocoles et des outils qui considèrent la participation citoyenne comme un élément fondamental pour éviter la violence et qui permettent de faire surveillance aux compromis souscrits»; et pour réussir cet objectif il propose des stratégies pour la formulation d'une Politique pour le Dialogue Social et la Résolution Pacifique de Conflits Sociaux, la mise en marche d'un Système National de Résolution de Conflictualités Sociaux (SNRC) et l'implémentation d'une méthodologie de surveillance de la part du Centre de Dialogue Social et Convivence (CEDISCO).



Néanmoins, dans la pratique les actions du gouvernement vont contre son propre discours: c'est ainsi démontré par les déclarations de certains de ses fonctionnaires ministérielles, par exemple, en matière de proteste social, ainsi que les propositions et le propre comportement du parti du gouvernement au Congrès. La preuve: Duque a la prétention d'implanter de nouveau dans le pays l'idée de l'Etat communautaire qu'il avait promu autrefois son parrain politique, Alvaro Uribe Velez. Il suffit de signaler la proposition étoile lancée par Duque de revivre les réseaux de coopérants, maintenant appelés réseaux de participation civique, avec l'objectif de vinculer à la citoyenneté dans la lutte contre la délinquance, la prévention de situations potentiellement dangereux, la corruption et la fiscalisation des affaires publics.

D'autre côté, la proposition d'un grand pacte pour la réconciliation dans le pays c'est exclusif car elle impose les intérêts des élites entrepreneuriales et politiques aux grands secteurs de la citoyenneté qui clament pour être pris en compte à la conception des politiques publiques et à leurs implémentations. Ce qui brille par son absence dans cette proposition de pacte c'est l'intention de renforcer le tissu social, inclure les exclus, créer les conditions pour le dialogue entre différents, et promouvoir scénarios de délibération pour discuter les grands sujets de la nation et des territoires. La lutte contre la corruption, l'effective implémentation de l'Accord de Paix et la discussion sur un modèle de développement durable et équitable ne font pas partie de l'agenda d'action du gouvernement. Dans un pays où les groupes plus pauvres de la population ont payé avec ses biens et ses vies les conséquences du conflit armé, le pacte qui propose Duque c'est une alliance avec le secteur privé pour le donner encore plus de bénéfices sous l'hypothèse de que toute politique de développement passe nécessairement par l'initiative entrepreneurial pour la génération d'emploi et de richesse.



VI. Absence de garanties et nouvelles manières de résistance et d'autoprotection

Pendant la première année du gouvernement d'Ivan Duque, entre août 2018 et mai 2019 ils ont été assassinés au moins 212 personnes défenseurs de droits humains et 44 ex-combattants des FARC⁷ en processus de réincorporation . Entre les facteurs qui alimentent le climat d'absence de garanties pour la défense des droits humains ils se trouvent: i) la stigmatisation des leaderships sociaux; ii) la manque de reconnaissance de la systématité des crimes contre eux; et iii) l'impunité historique autour ces crimes, ainsi que iv) l'absence d'une politique publique de garanties qui affronte ces facteurs et qui réalise les postulats de l'Accord de Paix, ainsi que les faiblesses des programmes existants ils sont présentés dans ce bilan.

Une année après du changement de Gouvernement, les assassinats et les agressions contre personnes défenseurs de droits humains continuent sans une réponse d'Etat effective, et sans que les mesures adoptées par cette administration soient traduites en changements positifs pour la vie et l'intégrité personnelle de ceux qui réalisent des travaux de leadership et défense de droits.

Au long des premières six mois le Gouvernement a ignoré les accumulés des processus de concertation précédents et les scénarios existants en matière de garanties, il a refusé à reprendre l'interlocution avec la Table National de Garanties, les Tables Territoriales de Garanties, la Sous-commission de Droits Humains du Sommet Agraire, Paysan, Ethnique et Populaire, et encore de la Commission National de Garanties de Sécurité (CNGS) créé par l'Accord de Paix.

A manière d'explication, le gouvernement a signalé l'existence de plusieurs d'institutions et instances comme un élément qui affectait l'efficacité et la vélocité de la réponse institutionnel. Nonobstant, et en contredisant son propre diagnostique il a réagi en créant des nouveaux espaces pour l'articulation institutionnel.

En novembre 2018, le gouvernement a mis en marche le Plan d'Action Opportune de prévention et protection pour les défenseurs de droits humains, leaders sociaux, communales et journalistes (PAO) comme son principal drapeau pour donner une réponse articulée des institutions de l'Etat à la violence contre personnes défenseurs; dont les points essentiels sont: 1. L'articulation et réingénierie institutionnel; 2. L'actuation stratégique au territoire; 3. Une stratégie de communication et capacitation; et 4. La formulation d'une Politique publique de prévention et protection intégrale, créé à partir des trois points précédents.

Les conduites du Gouvernement National avant décrites, elles n'ont pas seulement généré incertitude et usure politique, mais elles ont gaspillé l'opportunité pour donner

.....
⁷ Indepaz – Marcha Patriótica – Cumbre Agraria, campesina étnica y popular. Encart d'actualisation: "Todos los nombres, todos los rostros". Disponible en: <http://www.indepaz.org.co/wp-content/uploads/2019/05/SEPARATA-DE-ACTUALIZACI0%CC%81N-mayo-Informe-Todas-las-voces-todos-los-rostros.-23-mayo-de-2019-ok.pdf>

une impulsion de modernisation au pays en ce qui concerne les zones rurales, la politique, la lutte contre le narcotrafic et l'attention adéquat aux millions de victimes.

Au vu des circonstances créées par un Etat incapable et désintéressé par la protection des personnes défenseures de droits humains -inclus les leaders sociaux- les communautés ont décidée de commencer les chemins d'autoprotection humaine racontées dans ce rapport, tels que les zones paysannes, les zones humanitaires et d'autoprotection de la biodiversité, les gardes indigènes et cimarrones, les Assemblées Communales Paysans, entre autres.

L'Accord Final de Paix signé entre l'Etat colombien et la guérilla des FARC-EP a défini des lignes directrices en matière de protection et garanties de sécurité, dans un scénario de terminaison du conflit en reconnaissant la persistance d'un ensemble de groupes armés successeurs du paramilitarisme qui compliquerait la consécution d'une paix complète, stable et durable. Nonobstant, le panorama met en évidence clairement la manque de garanties d'un État obstiné à fragmenter et rassembler la violence en l'illégalité criminelle, comme la seule responsable de l'éternel retourne à la guerre; sans affronter le component systémique et structural du phénomène, qui inclue des réseaux d'appui politiques, économiques et socioculturelles, ainsi que le même État.

Chaque vie compte et, au-delà des chiffres, il est clair dans l'actuel contexte l'existence de certains modèles qui mettent en évidence une violence sélective et planifiée, précédé par des travaux d'intelligence et surveillance aux victimes, exécuté par des sicaires qui appartient à une organisation criminel structuré qui fourni des répertoires de violence.





Devant cette conjoncture il est remarquable la réponse articulée de la société civile, à travers un seul espace d'interlocution et concertation avec le Gouvernement, nommé La Confluence, qui réunit aux espaces historiques en cette matière, comme le Processus National de Garanties et la Sous-commission de Droits Humains du Sommet Agraire, Paysan, Ethnique et Populaire, même que les plateformes de femmes et droits humains, avec les délégués de la société civile à la Commission National de Garanties de Sécurité qui à partir de cette année ont construit un espace de rencontre pour aborder cinq sujets communs : 1) La politique publique de garanties au travail des personnes défenseurs de droits humains; 2) La réingénierie de la UNP; 3) L'implémentation du Protocol de Manifestation Social (Résolution 1190 de 2018); et 4) La politique publique de démantèlement des organisations successeurs du paramilitarisme. 5) L'implémentation du décret qui crée le Programme Intégral de Sécurité et protection pour Communautés et Organisations dans les Territoires (décret 660 de 2018)

Cette incidence commune dès la société civile, avec le soutien de la communauté internationale, en spécial du Bureau de la Haut-Commissariat des Nations Unis pour les Droits Humaines, la Deuxième Mission de Vérification de l'ONU, la Mission d'Appui au Processus de Paix de l'Organisation des Etats Américains (MAPP-OEA) et la Délégation de l'Union Européenne, avec plusieurs des missions diplomatiques qui font présence au pays, elle a facilité que, malgré les distances existantes avec l'Exécutif, ceci aurait décidé de réactiver les mécanismes de dialogue pour la concertation.

À l'espace de La confluence avant mentionné on doit ajouter celui de la Commission National de Garanties de Sécurité (CNGS), qu'a seulement été convoqué deux fois (janvier et août 2019) pendant l'actuel mandat, bien que pour loi il devrait avoir entré en session douze fois, une pour mois. On espère que prochainement, dans le cadre de la CNGS, on commence le mandat régulé par le Décret-Loi 154 de 2017 de concevoir et

et faire surveillance à la politique publique pour le démantèlement des organisations successeurs du paramilitarisme, basé sur une proposition présentée par les délégués et déléguées de la société civile à cette instance.

Parallèlement à ce travail, le 30 mai 2019 il a été réactivé la Table National de Garanties conformé par Gouvernement, société civile et communauté international en tête du programme de Nations Unis pour le Développement (PNUD), qui détient le secrétariat technique et qui est devenu un des scenarios historiques d'interlocution pour la définition des mesures en matière de prévention, protection, investigation et genre. Dans tel table on a réussi d'accorder un calendrier de réactivation et installation de Tables Territoriales de Garanties, avec l'objectif d'évaluer la situation de sécurité aux régions et concerter des mesures spécifiques en cette matière.

